

Alliances et hostilités sont déterminées, parfois par le seul rapport des forces, parfois par une querelle ayant un enjeu défini, le plus souvent par une combinaison de ces deux facteurs. En ce qui concerne les alliances ou les hostilités durables, les oppositions d'intérêts ou les convergences d'aspirations sont premières. La longue période de guerres entre France et Grande-Bretagne fut pour une part commandée par l'hostilité inévitable de l'Etat insulaire au premier Etat du Vieux Continent, mais, en même temps, les entreprises coloniales de la France et de l'Angleterre se heurtaient sur les terres lointaines et sur les océans : logiquement, l'Angleterre devait avoir pour but constant de détruire la flotte française ou, du moins, de rendre incontestable la supériorité de la flotte anglaise, afin que la maîtrise des mers garantît l'expansion et la sécurité de l'empire britannique. Au xx^e siècle, le seul calcul des forces ne rend pas compte de la politique britannique. Après tout, dans l'abstrait, l'Angleterre aurait pu s'allier au continent européen pour prévenir l'hégémonie américaine : il n'en fut pas question. L'hégémonie américaine semblait encore, à la classe dirigeante de Londres, garder quelque chose de l'hégémonie anglaise, alors que l'hégémonie allemande aurait été ressentie comme étrangère, humiliante, inacceptable. De la *pax britannica* à la *pax americana*, on ne changeait pas d'univers et l'amour-propre était blessé plus que l'âme. La *pax germanica* ne pouvait se substituer à la *pax britannica* sans que l'Angleterre résistât jusqu'à la mort : de l'une à l'autre, seule une catastrophe militaire aurait pu frayer la voie.

2. Systèmes homogènes et hétérogènes.

La conduite extérieure des Etats n'est pas commandée par le seul rapport des forces : idées et sentiments influent sur les décisions des acteurs. Une conjoncture diplomatique n'est pas pleinement comprise tant que l'on se borne à décrire la structure, géographique et militaire, des alliances et des hostilités, à situer sur la carte les centres de forces, les coalitions, durables ou occasionnelles, les neutres. Encore reste-t-il à saisir les déterminants de la conduite des principaux acteurs, autrement dit la nature des Etats et les objectifs qui se donnent les détenteurs du pouvoir. Ainsi la distinction entre *systèmes homogènes* et *systèmes hétérogènes* me paraît-elle fondamentale (1). J'appelle *systèmes homogènes* ceux dans lesquels les Etats appartiennent au même type, obéissent à la même conception de la politique. J'appelle *hétérogènes*, au contraire, les systèmes dans lesquels les Etats sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires. Entre la fin des guerres de Religion et la Révolution française, le système européen était à la fois multipolaire et homogène. Le système européen-américain, depuis 1945, est à la fois bipolaire et hétérogène.

Les systèmes homogènes comportent, en première analyse, une plus grande stabilité. Les gouvernants n'ignorent pas les intérêts, dynas-

(1) J'emprunte cette distinction à un ouvrage remarquable de M. Panoyis PAPALIGOURAS : *Théorie de la société internationale*, thèse de l'université de Genève 1941. Ce livre m'a été signalé par Mlle J. HERSCH.

tiques ou idéologiques, qui les unissent, en dépit des intérêts nationaux qui les opposent. La reconnaissance de l'homogénéité trouve sa traduction extrême et solennelle dans la formule de la Sainte-Alliance. Contre les révolutionnaires, les gouvernants d'Etats souverains se promettent appui mutuel. La Sainte-Alliance fut dénoncée par les libéraux comme une conspiration des rois contre les peuples. Elle n'avait pas de justification « nationale » puisque le changement de régime n'entraînait pas, au siècle dernier, un renversement des alliances : la victoire de la révolution en Espagne aurait peut-être mis en péril les Bourbons, non la France. A l'heure présente, chacun des deux blocs tend à reprendre, pour l'usage interne, une formule de Sainte-Alliance. L'intervention soviétique, en Hongrie, équivalait à proclamer le droit, pour les armées russes, d'intervenir en tous les pays d'Europe orientale afin d'y réprimer la contre-révolution (en fait, toute insurrection contre un régime soi-disant socialiste). A l'ouest aussi, les régimes sont virtuellement alliés contre la révolution. La Sainte-Alliance contre la contre-révolution ou la révolution est finalement nécessaire à la survie de chacun des deux blocs.

L'homogénéité du système favorise la limitation de la violence. Tant que les hommes au pouvoir, dans les Etats aux prises, demeurent conscients de leur solidarité, ils inclinent à se ménager. Les révolutionnaires passent pour les ennemis communs de tous les gouvernants, et non pour les alliés d'un des Etats ou d'une des alliances. Si les révolutionnaires l'emportaient dans un des Etats, le régime des autres Etats serait, lui aussi, ébranlé. La crainte de la révolution incite les chefs de guerre soit à se résigner à la défaite soit à limiter leurs prétentions.

Un système homogène apparaît stable aussi parce que prévisible. Si les Etats ont tous des régimes analogues, ceux-ci ne peuvent être que traditionnels, hérités du temps, non improvisés. En de tels régimes, les hommes d'Etat obéissent à des règles éprouvées ou à des coutumes : les rivaux ou les alliés savent en gros ce qu'ils peuvent attendre ou craindre.

Enfin, par définition, les Etats et ceux qui parlent en leur nom sont amenés à faire la distinction entre ennemi étatique et adversaire politique. L'hostilité étatique n'implique pas la haine, elle n'exclut pas les accords, les réconciliations après la bataille. Les hommes d'Etat, vainqueurs ou vaincus, peuvent traiter avec l'ennemi sans être accusés de trahison par des idéologues leur reprochant d'avoir épargné le « criminel » (1) ou par des « jusqu'aboutistes » les accusant de sacrifier les intérêts nationaux afin d'assurer la survie de leur régime (2).

L'hétérogénéité du système développe des conséquences contraires. L'ennemi apparaissant aussi adversaire, au sens que ce terme revêt dans les luttes intérieures, la défaite porte atteinte aux intérêts de la classe gouvernante et non pas seulement de la nation. Les hommes du pouvoir se battent pour eux-mêmes et non pas seulement pour l'Etat. Bien loin que les rois ou les chefs de la République soient enclins à voir dans les rebelles de l'autre camp une menace contre l'ordre commun des cités en guerre, ils jugent normal de provoquer la discorde chez l'ennemi. Les adversaires de la faction au pouvoir deviennent, quoi qu'ils en aient, les

(1) Ce que T. VELEEN reprocha aux hommes d'Etat alliés de 1918.

(2) Ce que GUILLEMIN et d'autres écrivains de gauche reprochent au parti de la paix qui l'emporta en 1871. N'aurait-on pu, si l'on avait continué une guerre révolutionnaire, changer le sort (des armes)?

alliés de l'ennemi national et, par suite, aux yeux de tels de leurs concitoyens, des traîtres. La conjoncture dite de Sainte-Alliance encourage les gouvernants à subordonner leurs conflits au salut du principe commun de légitimité. La conjoncture dite de conflit idéologique est celle où chaque camp se réclame d'une idée et où les deux camps sont divisés, nombre de citoyens, ici et là, ne souhaitant pas, ou ne souhaitant pas de tout cœur, la victoire de leur patrie, si elle devait être la défaite de l'idée à laquelle ils adhèrent et qu'incarne l'ennemi.

Cet entrecroisement des luttes civiles et des conflits interétatiques aggrave l'instabilité du système. L'appartenance des Etats à l'un ou l'autre camp est remise en question par l'issue des rivalités intérieures : du coup, les Etats dirigeants ne peuvent s'en désintéresser. Les luttes de partis deviennent *objectivement* des épisodes des conflits entre Etats. Quand les hostilités sont engagées, une paix de compromis est difficile, le renversement du gouvernement ou du régime de l'ennemi devient presque fatalement un des buts de guerre. Les phases de grandes guerres — guerres de Religion, guerres de la Révolution et de l'Empire, guerres du *xx^e* siècle — ont coïncidé avec la mise en question du principe de légitimité et de l'organisation des Etats.

Cette coïncidence n'est pas accidentelle, mais la relation causale peut être, abstraitement, conçue de deux manières : la violence des guerres *crée* l'hétérogénéité du système ou bien, tout au contraire, cette hétérogénéité est, sinon la cause, du moins le contexte historique des grandes guerres. Bien que l'on ne puisse jamais retenir catégoriquement un des deux termes de l'alternative pour exclure l'autre, les luttes intestines et conflits interétatiques ne se combinent pas toujours de même. L'hétérogénéité n'est pas seulement relative, elle peut revêtir diverses formes.

En 1914, le système européen était-il homogène ou hétérogène? A beaucoup d'égards, l'homogénéité semblait dominer. Les Etats se *reconnaissaient* mutuellement. Le moins libéral d'entre eux, la Russie, laissait malgré tout aux opposants le droit d'exister, de critiquer. Nulle part la vérité d'une idéologie n'était décrétée par l'Etat et ne passait pour indispensable à la solidité de celui-ci. Les citoyens franchissaient aisément les frontières et l'exigence d'un passeport, aux frontières de la Russie, faisait scandale. Nulle classe gouvernante ne se donnait pour objectif le renversement du régime du pays potentiellement ennemi. La République française n'en avait pas à l'Empire allemand, pas plus que celui-ci à l'Empire des tsars. La République française s'alliait à l'Empire des tsars selon les exigences traditionnelles de l'équilibre.

Cette homogénéité, apparente aussi longtemps que la paix régnait, était déchirée de lézardes que la guerre allait élargir. A l'intérieur, les deux principes de légitimité, naissance et élection, dont le conflit avait constitué un des enjeux des guerres de la Révolution et de l'Empire, avaient conclu une trêve précaire. Comparés aux régimes fasciste ou communiste d'aujourd'hui, l'empire wilhelmien et même tsariste étaient « libéraux ». Mais le pouvoir suprême, la souveraineté continuaient d'appartenir à l'héritier des familles régnantes. L'hétérogénéité des régimes absolutistes (le Souverain est désigné par la naissance) et des régimes démocratiques (le Souverain est désigné par le peuple) existait virtuellement. Certes, tant que la Russie tsariste était alliée aux démocraties occidentales, aucun des deux camps ne pouvait exploiter à plein cette

opposition. Après la révolution russe, la propagande alliée n'hésita pas à le faire.

Il y avait plus grave : le rapport entre populations et Etat n'avait pas davantage été stabilisé au *xix^e* siècle. Au nom du droit des nationalités, l'empire allemand et le royaume d'Italie s'étaient constitués. Mais le Reich avait, en Alsace-Lorraine, donné à l'idée nationale un sens que les libéraux de France et d'ailleurs n'avaient jamais accepté : la nationalité était-elle un destin que la langue ou l'histoire imposaient aux individus ou la liberté pour chacun de choisir son Etat? De plus, le statut territorial de l'Europe, fondé sur l'héritage dynastique et le souci d'équilibre, n'était pas compatible avec l'idée nationale, quelle que fût l'interprétation de celle-ci. L'Autriche-Hongrie était un empire multinational comme l'empire ottoman. Les Polonais n'étaient ni allemands, ni russes, ni autrichiens et ils étaient tous soumis à une loi étrangère.

Dès le lendemain de la déclaration de guerre, tous les Etats belligérants tentèrent de se réclamer de l'idée nationale afin d'en mobiliser le dynamisme à leur profit. Les empereurs firent des promesses solennelles et vagues aux Polonais comme s'ils avaient senti confusément que le partage de la Pologne demeurerait le péché de l'Europe. Peut-être aussi l'universalisation du métier des armes suggérait-elle aux gouvernants que désormais la guerre devait avoir un sens pour ceux qui risquaient leur vie.

Cette hétérogénéité du principe de légitimité (comment doivent être désignés les gouvernants? A quel Etat doivent appartenir les populations?) n'était pas contradictoire avec la parenté culturelle, en profondeur, des membres de la communauté européenne. Elle n'insufflait à aucun des Etats la volonté de détruire le régime de l'autre. En temps de paix, chaque Etat considérait le régime de l'autre comme une affaire qui ne le concernait pas. Par libéralisme, la France ou la Grande-Bretagne donnaient asile aux révolutionnaires russes, mais elles ne leur donnaient ni argent ni armes pour l'organisation d'équipes terroristes. En revanche, à partir de 1916 ou de 1917, pour justifier la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire absolue, pour convaincre les soldats alliés qu'ils défendaient la liberté, pour dissocier le peuple allemand de son régime, la propagande et la diplomatie alliées s'en prirent à l'absolutisme comme à la cause de la guerre et des « crimes » allemands, proclamèrent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (donc la désagrégation de l'Autriche-Hongrie) comme le fondement d'une paix juste, s'interdirent enfin de traiter avec les gouvernants, responsables du déclenchement de la grande tuerie. Semi-homogène en 1914, le système européen était devenu irrémédiablement hétérogène en 1917 par suite de la fureur de la lutte et de la nécessité où se trouvaient les Occidentaux de justifier leur détermination de vaincre décisivement.

De même, à la veille de la guerre du Péloponnèse, les cités grecques étaient relativement homogènes. Elles avaient combattu ensemble contre les Perses, elles adoraient les mêmes dieux, célébraient les mêmes fêtes, rivalisaient au cours des mêmes jeux. Les institutions, économiques ou politiques, appartenaient à la même famille, elles étaient variations sur les mêmes thèmes. Quand la guerre à mort fut déclenchée entre Athènes et Sparte, chaque camp se souvint qu'il se réclamait qui de la démocratie qui de l'aristocratie (ou de l'oligarchie). Le but était moins d'encourager

l'ardeur des combattants que d'affaiblir l'adversaire et de se ménager des amis à l'intérieur de la place adverse. Cette hétérogénéité, qui intéresse un seul élément de la politique, suffit souvent à transformer une hostilité interétatique en une inimitié passionnelle. Le sens de la culture commune s'efface et les belligérants n'ont plus conscience que de ce qui les sépare. Peut-être même l'hétérogénéité la plus redoutable pour la paix ou la modération est-elle précisément celle qui se dégage sur un fond de communauté.

L'hétérogénéité des cités grecques au temps de la guerre du Péloponnèse ou celle des Etats européens en 1917 ou en 1939 était malgré tout moins accusée que celle des cités et de l'empire perse, celle des cités et de la Macédoine, celle des royaumes chrétiens et de l'empire ottoman, *a fortiori* celle des conquérants espagnols et des empires des Incas ou des Aztèques, celle des conquérants européens et des tribus d'Afrique. Ces exemples, en termes abstraits, nous suggèrent trois situations typiques : 1) des unités politiques, appartenant à une même zone de civilisation, ont été souvent en relations régulières avec des unités politiques qui, extérieures à cette zone, étaient clairement reconnues autres ou étrangères. Les Grecs, en fonction d'une idée de l'homme libre, regardaient avec quelque condescendance les sujets des Empires orientaux. L'Islam séparait les royaumes chrétiens de l'empire ottoman sans interdire l'alliance du roi de France et du commandeur des Croyants; 2) Espagnols d'une part, Incas et Aztèques de l'autre étaient *essentiellement* autres. Les conquérants l'emportèrent, en dépit de l'infériorité du nombre, grâce aux ressentiments des tribus soumises au peuple-maître des empires en même temps que par l'efficacité terrifiante de leurs armes. Les conquérants détruisirent des civilisations qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient comprendre sans même avoir conscience de commettre un crime; 3) peut-être le rapport entre les Européens et les Noirs d'Afrique ne diffère-t-il pas, fondamentalement, de la relation précédente entre Espagnols et Incas. Les anthropologues d'aujourd'hui nous invitent à ne pas méconnaître la « culture » spécifique de ceux que nos pères appelaient sauvages et à ne pas nous hâter d'établir une hiérarchie de valeur. La distinction me paraît malgré tout justifiée entre la vie archaïque des tribus et les civilisations précolombiennes.

En fait de cruautés ou d'horreur, on ne saurait établir un ordre du plus et du moins, selon qu'il s'agit de guerres entre unités parentes et hétérogènes, de guerres entre unités appartenant à des civilisations autres, de guerres menées par des conquérants contre des civilisations qu'ils étaient incapables de comprendre ou enfin de guerre entre civilisés et sauvages. Tous les conquérants, qu'ils fussent mongols ou espagnols, ont tué ou pillé. Les belligérants n'ont pas besoin d'être étrangers les uns aux autres pour être féroces : l'hétérogénéité politique, souvent créée ou, du moins, amplifiée par la guerre elle-même, suffit. Bien plus, la lutte entre unités de la même famille de civilisation est souvent plus furieuse que toute autre, parce qu'elle est aussi guerre civile et guerre religieuse. La guerre interétatique devient guerre civile dès lors que chaque camp est lié à l'une des factions à l'intérieur des Etats, elle devient guerre de religion si les individus sont attachés à une forme de l'Etat plus qu'à l'Etat lui-même, s'ils compromettent la paix civile en revendiquant le libre choix de leur dieu ou de leur Eglise.

Les systèmes internationaux qui embrassent des Etats parents et voisins sont à la fois théâtre de grandes guerres et espace promis à l'unification impériale. Le champ diplomatique s'élargit au fur et à mesure que les unités intègrent un plus grand nombre d'anciennes unités élémentaires. Après la conquête macédonienne, les cités ensemble constituent une unité. Après les conquêtes d'Alexandre et de Rome, le bassin de la Méditerranée tout entier est soumis aux mêmes lois et à une seule volonté. A mesure que progresse l'empire, la distinction entre parenté de civilisation et appartenance étatique tend à disparaître. L'empire est aux prises, sur les frontières, avec les « barbares », à l'intérieur avec des populations rebelles ou des masses non « civilisées ». Quant aux combattants d'hier, ils sont devenus concitoyens. Rétrospectivement, la plupart des guerres semblent guerres civiles puisqu'elles ont opposé des unités politiques destinées à se fondre en une unité supérieure. Avant le xx^e siècle, les Japonais n'avaient guère livré de grandes guerres qu'entre eux, les Chinois s'étaient battus entre eux et contre les barbares, Mongols et Mandchous. Au reste, comment pourrait-il en être autrement? Les collectivités, comme les personnes, sont en conflit avec leur voisin, qui est l'*autre*, même s'il est physiquement ou moralement tout proche. Il faut que les unités politiques soient vastes pour que le voisin appartienne à une civilisation que l'historien, avec le recul des siècles, juge authentiquement autre.

Après 1945, le champ diplomatique s'étendit aux limites de la planète et le système diplomatique, en dépit de toutes les hétérogénéités internes, tendit à une homogénéité juridique, dont l'Organisation des Nations unies est l'expression.

3. Société transnationale et système international.

Les systèmes internationaux, avons-nous dit, englobent les unités qui ont, l'une avec l'autre, des relations diplomatiques régulières. Or, de telles relations s'accompagnent normalement de relations entre les individus, qui composent les diverses unités. *Les systèmes internationaux sont l'aspect interétatique de la société à laquelle appartiennent les populations, soumises à des souverainetés distinctes.* La société hellénique ou la société européenne, au v^e siècle avant notre ère ou au xx^e siècle après Jésus-Christ, sont des réalités que nous appellerons transnationales plutôt qu'inter ou supranationales.

La société transnationale se manifeste par les échanges commerciaux, les migrations de personnes, les croyances communes, les organisations qui passent par-dessus les frontières, enfin les cérémonies ou compétitions ouvertes aux membres de toutes ces unités. La société transnationale est d'autant plus vivante que la liberté des échanges, migrations ou communications est plus grande, que les croyances communes sont plus fortes, que les organisations non nationales sont plus nombreuses, que les cérémonies collectives sont plus solennelles.

Il est facile d'illustrer, par des exemples, la vitalité de la société transnationale. Avant 1914, les échanges économiques jouissaient, à travers l'Europe, d'une liberté que l'étalon or, la convertibilité monétaire garantissaient mieux encore que la législation. Les partis ouvriers